

Output 2 : Les capacités visant une amélioration du dialogue sur la résilience socio-économique¹ entre les Collectivités Territoriales et les organisations/initiatives de femmes/jeunes sont améliorées.

Termes de Référence

Enquête sur l'atteinte des indicateurs de l'output
2 du projet Décentralisation et Bonne
Gouvernance PADRE III

¹ La formulation initiale de l'objectif était la suivante : « Les capacités visant une amélioration du dialogue sur la résilience socio-économique *dans le contexte de la pandémie de Covid 19* entre les autorités territoriales et les organisations/initiative de femmes/jeunes sont améliorées ». La pandémie de Covid 19 relevant du passé, nous pensons que l'on peut occulter cet aspect et se concentrer sur l'essentiel.

Nom du Projet	Décentralisation et bonne gouvernance
Numéro du projet	21.2088.9-001.00
Directeur du projet	Anke Borggraefe
Titre de l'activité	Enquête sur l'atteinte des indicateurs de l'output 2 du projet Décentralisation et Bonne Gouvernance
Code de l'activité dans la planification opérationnelle	Output 2
Lien avec activité phare	Suivi des indicateurs d'output 2
Indicateurs	<p>Indicateur d'objectif de module 3 : 90% des 500 femmes et 500 jeunes (40% féminin et 60% masculin) qui ont participé à la planification et à la mise en œuvre du Fonds d'atténuation des impacts socio-économiques négatifs de la pandémie de Covid-19 ont chacun utilisé un exemple concret pour démontrer à quel point les projets mis en œuvre à partir de 2022 prennent en compte leurs besoins.</p> <p>Indicateur d'output 2.1 : 70 % des 120 représentants d'organisations ou d'initiatives de femmes et de jeunes ayant participé à des mesures de renforcement des capacités ont indiqué, sur une échelle de 1 à 3 avec au moins 2, que leurs capacités de dialogue sensible aux conflits avec les collectivités territoriales sur leurs besoins socio-économiques se sont améliorées.</p> <p>Indicateur d'output 2.2 : 40 communes partenaires ont mis en œuvre des formats orientés vers la participation inclusive et sensible aux conflits destinés aux femmes et aux jeunes dans le cadre de la planification et la mise en œuvre du "Fonds d'atténuation des effets socio-économiques négatifs de la pandémie de Covid-19".</p>
Responsable de l'activité	
Période de mise en œuvre	Juillet 2025 à Octobre 2025
Coût prévisionnel (doit être supprimé dans la version pour le consultant)	
Explications complémentaires sur la grappe d'activités susceptibles d'influencer les considérations liées à la rentabilité	Constater le degré d'implication des bénéficiaires dans la mise en œuvre de l'output 2 et de capitaliser les résultats engrangés par l'accompagnement du projet PADREIII.

Juin 2025

Table des matières

I.	Contexte et Justification :	4
II.	Description spécifique de la prestation :	4
III.	Objectifs et résultats attendus :	5
IV.	Mandat du Prestataire :	6
V.	Démarche méthodologique :	7
VI.	Durée de la Prestation	8
VII.	Profil et rôle de l'équipe de la prestation :	9
VIII.	Livrables de la prestation :	10
IX.	Obligations des parties	10
X.	Format de l'offre	11
	Annexe A Les indicateurs concernés de la matrice des résultats du PADRE III	13
	Annexe B: Liste de Communes partenaires	14

I. Contexte et Justification :

Le Projet Décentralisation et Bonne gouvernance au Mali, mis en œuvre par la GIZ-Mali, est un projet financé par le Ministère Fédéral de la Coopération Economique et du Développement (BMZ). Son but est de renforcer les capacités de l'Etat Malien à mobiliser les ressources financières, à promouvoir le développement économique régional et à fournir des services publics de base par l'intermédiaire des collectivités territoriales, et ce dans le respect des principes de bonne gouvernance. L'actuelle phase d'exécution s'étale de janvier 2022 à décembre 2025.

Le Projet Décentralisation et Bonne gouvernance au Mali ensemble avec son partenaire institutionnel le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation intervient dans trois régions du Mali, à savoir Koulikoro, Ségou et Gao et a pour objectif : « Le rôle des collectivités territoriales maliennes dans le développement socio-économique s'est renforcé dans les régions partenaires ».

Le Programme s'articule autour de cinq (5) axes d'intervention :

1. La gestion financière transparente et conforme aux règles ;
2. **L'amélioration du dialogue sur la résilience socio-économique entre les collectivités territoriales et les OSC ;**
3. La promotion du développement économique local et régional ;
4. L'apprentissage en réseau dans un système à plusieurs niveaux.
5. Amélioration de service des collectivités territoriales pour l'accueil des personnes déplacées dans la région de Gao

II. Description spécifique de la prestation :

Les mesures de soutien délivrés dans le cadre de l'axe d'intervention 2 du projet PADRE III ont pour objectif le renforcement des capacités en vue de l'amélioration du dialogue sur la résilience socio-économique entre les collectivités territoriales et les organisations de femmes/jeunes. Dans cette optique, le projet PADRE III offre aux organisations de la société civile des conseils techniques, organisationnels et des appuis financiers à travers :

- Développement de formats de dialogue et de participation avec le groupe cible des femmes et des jeunes ;
- La conception et mise en place d'un « *fonds de soutien des initiatives des femmes et des jeunes* » ;
- Renforcement des capacités des organisations de jeunes et de femmes dans l'organisation de dialogues avec les collectivités territoriales (spécifiquement niveau communal).

En vue de la réalisation desdits « activités essentielles » ci-dessus énumérées, le projet PADRE III s'est engagé sur deux principaux volets : (1) le renforcement des capacités de dialogue sensible aux conflits des OSC avec les collectivités territoriales sur leurs besoins socio-économiques et (2) la mise en place de formats orientés vers la participation inclusive et sensible aux conflits dans le cadre de la planification et la mise en œuvre du « *Fonds de soutien des initiatives des femmes et des jeunes* ».

Pour des raisons de transfert de compétence, les activités ont été menées dans les trois régions d'intervention en étroite collaboration avec les Conseils Régionaux de la Société Civile respectifs, qui constituent les partenaires stratégiques de l'axe d'intervention.

Dans une logique de co-construction et de co-pilotage du processus d'amélioration du dialogue au niveau local, le projet PADRE III et les partenaires de mise en œuvre envisagent à :

- La mise en place d'un fonds *de soutien* destiné à financer des mesures/initiatives du groupe cible (femmes et jeune) dans les communes cibles ;
- L'élaboration et l'implémentation d'un cadre de dialogue entre le groupe cible et les collectivités territoriales destiné
 - (à court terme) à la planification des mesures/initiatives à soumettre au fonds ;
 - (à moyen et long terme) à service de cadre d'échange entre les autorités et les populations pour un renforcement à la résilience des couches vulnérables ;
- Le renforcement des capacités des acteurs locaux (société civile et autorités locales) sur la communication sensible aux conflits et du vivre ensemble

Pour mesurer le processus de mise en œuvre des actions et pour mesurer les résultats dans ledit output 2, des indicateurs ont été développés. C'est dans ce cadre que le présent terme de référence a été initiée pour la réalisation d'une enquête sur l'atteinte de ces indicateurs. (Veuillez voir sur Annexe A pour des détails par rapport des indicateurs concernés).

III. Objectifs et résultats attendus :

3.1. Objectif Général :

L'objectif global de cette enquête est de fournir une appréciation détaillée sur l'output 2 du projet PADRE III en déterminant les valeurs (qualitatives et quantitatives) des trois indicateurs (un indicateur d'objectif de module et deux indicateurs d'output) conformément au cadre des résultats du projet.

3.2. Objectifs Spécifiques :

- Vérifier que 90% de 500 femmes bénéficiaires impliquées dans la planification et la mise en œuvre du fonds de soutien confirment que ces activités répondaient à leurs besoins.
- Vérifier que 90% de 500 jeunes de 15 à 30 ans dont (40% de femmes et 60% d'hommes) bénéficiaires impliqués dans la planification et la mise en œuvre du fonds de soutien confirment que ces activités répondaient à leurs besoins.
- Déterminer le taux de satisfaction auprès de 120 participants des plénières de femmes et de jeunes qui ont bénéficié des activités de renforcement de capacités dans le domaine du dialogue sensible au conflit.
- Déterminer dans quelle mesure les formats de participation inclusive et sensible aux conflits ont impliqué des femmes et des jeunes dans la planification et la mise en œuvre des activités des municipalités avec une attention particulière pour les activités du « *Fonds de soutien des initiatives des femmes et des jeunes* ».
- Vérifier si certaines initiatives issues des plans d'actions des plénières sont pris en compte dans les planifications des communes concernées.
- Analyser des impacts potentiels des activités mises en œuvre par le Fonds de soutien des initiatives

- Proposer des recommandations sur la manière dont le groupe cible peut continuer à être soutenu de manière pertinente
- Proposer une brève analyse de la mise en œuvre des actions au prisme du continuum genre (Autocatégorisation des mesures - Réflexion sur la situation actuelle des initiatives et sur la manière de les rendre plus pérennes).

3.3. Résultats attendus :

- Le niveau de progression et d'atteinte des trois indicateurs (un indicateur d'objectif de module et deux indicateurs d'output) est déterminé ;
- Les valeurs quantitatives et/ ou qualitatives des différents indicateurs sont connues ;
- Identification d'exemples positifs dans lesquels les besoins des femmes et des jeunes ont été pris en compte par le *Fonds de soutien des initiatives*.
- Identification d'exemples positifs dans lesquels des représentants des plénières de femmes et de jeunes ayant participé à des mesures de renforcement des capacités ont indiqué que leurs capacités de dialogue sensible aux conflits avec les collectivités territoriales sur leurs besoins socio-économiques se sont améliorées
- La prise en compte des initiatives des plénières de femmes et de jeunes dans la planification des communes est réel.
- Des mesures potentielles pour la durabilité / pérennisation des actions des bénéficiaires sont connues
- Une brève analyse genre est disponible.

IV. Mandat du Prestataire :

Le Mandat du prestataire consistera à :

- Élaborer la méthodologie de collecte de données. Le prestataire est le responsable de la méthodologie appropriée à adopter pour conduire l'enquête. Cette dernière, doit être déjà proposée dans l'offre technique, qui sera soumise à la validation du PADRE III lors du cadrage. Les différents outils de collecte de données feront également l'objet d'une validation au cours du même atelier de cadrage. Après le cadrage de la mission, il élaborera un protocole technique de démarrage qui prendra en compte les orientations retenues, outils validés et le calendrier final de l'enquête. A titre d'orientation, il s'agira dans le cadre de la méthodologie de :
 - décrire les différentes approches d'enquêtes qui seront utilisées ;
 - élaborer les types d'outils qui seront utilisés pour la collecte de données par rapport aux différents indicateurs ;
 - proposer un outil d'analyse des données ;
- Collecter toutes les informations nécessaires auprès des communautés de base pour informer sur les progrès et renseigner les indicateurs liés aux différents domaines d'activités
- Former l'équipe de collecte (superviseurs et enquêteurs) ;
- Faire le pré-test des outils de collecte ;
- Analyser les informations et données recueillies en les mettant en lien avec les résultats et indicateurs recherchés par le projet ;
- Proposer une planification objective de la réalisation de l'enquête aboutissant sur un calendrier d'exécution réaliste.
- Fournir un rapport provisoire selon le délai indiqué dans le calendrier de l'enquête ;

- Produire le rapport final de l'enquête prenant en compte les observations et amendements des responsables du projet.

V. Démarche méthodologique :

La présente enquête sera essentiellement réalisée auprès des bénéficiaires des activités de l'output 2 dans les communes partenaires du projet PADRE (cf. Annex B) dans les régions de Koulikoro, Ségou et Gao.

La méthodologie détaillée doit permettre d'appréhender les différents objectifs de cette enquête qui sera présentée par le prestataire dans son offre technique et sera discutée, adaptée (s'il y a de besoin) et validée par le PADRE III lors de la réunion de cadrage. Sous la supervision des personnes de contact au sein du PADRE, le prestataire recruté aura pour tâches de définir les approches d'enquêtes, concevoir des outils de collecte de données, proposer un outil d'analyse et un canevas de rapport détaillé. **Les enquêtes doivent être menées obligatoirement dans les 40 communes d'interventions du projet. La liste exhaustive des communes est à consulté à l'annexe B.**

Le prestataire recruté doit tenir compte des objectifs et résultats attendus de l'enquête, des indicateurs de mesure de performance et d'impacts du programme listés et annexés aux présents TdR. Les travaux de l'enquête doivent respecter les bonnes pratiques des sciences sociales (e.g. la garantie de l'anonymat des personnes interrogées, si nécessaire). Ils doivent également répondre **aux exigences de la GIZ en matière de protection des données.**

Déroulement de l'enquête :

Le prestataire élaborera la méthodologie qu'il utilisera pour réaliser la mission assignée. L'enquête se déroulera selon les principales étapes suivantes :

Etape 1 : une réunion de lancement avec le mandataire (clarification du mandat, partage des document et informations)

Etape 2 : Préparation de la phase de la collecte des données à travers l'adaptation des outils de collecte des données, les prétests, l'outil d'analyse et le canevas de rapport (résumée dans le rapport technique de démarrage qui doit être validé par le mandataire) ; élaboration du rapport technique de démarrage ; réunion de démarrage

Etape 3 : Formation des enquêteurs et superviseurs y compris le prétests) ; information et sensibilisation auprès des groupe cibles

Etape 4 : Le suivi et la supervision de la collecte des données

Etape 5 : Traitement et analyse des données collectées

Etape 6 : L'élaboration du rapport provisoire

Etape 7 : La rédaction du rapport final de l'enquête

Les différentes sources d'information et personnes de contact suivants constituent des suggestions au prestataire :

- La documentation fournie par le PADRE III (matrix d'impact y compris les trois indicateurs pertinents ; des explications par rapports aux trois indicateurs)
- La conseillère responsable pour l'axe 2
- Le conseiller responsable pour le suivi

- Les conseillers responsables pour les trois régions de PADRE III par rapport la prise de contact avec des interviewés
- Les responsables des conseils régionaux de la société civile
- Des représentants des bénéficiaires dans les communes
- Les représentants des comités techniques régionaux de sélection et de suivi des projets financés.

VI. Durée de la Prestation

Le présent plan de travail peut faire l'objet de modification. Cela revient au bureau d'étude de le réajuster en se basant sur la méthodologie proposée. Il est prévu que la prestation se déroulera sur une durée totale de 54 jours effectifs de travail. Ces jours de travail pourraient être répartis comme suit :

Activité	Nombre de jours par étape		Nombre jour/Expert		
			Consultant principal	Informaticien /Gestionnaire des données	Superviseurs Enquêteurs
Préparation : Elaboration des outils de collecte des données ; réunion de cadrage méthodologique, programmation	7	7	0	0	0
Formation sur les outils et appropriation ; organisation du pré test	3	3	3	9 (3 jours*3 superviseurs)	27 (3 jours*9 enquêteurs)
Collecte de données	22	1	0	9(3 jours*3 superviseurs)	135 (15 jours*9 enquêteurs)
Traitement et analyse des données, élaboration du rapport provisoire	13	8	5	0	0
Restituer le contenu du rapport provisoire à l'équipe PADRE III et intégrer les observations au rapport pour finalisation	9	7	2	0	0
Total jours	54	26	10	18	162

La période de mise en œuvre est prévue entre juillet 2025 et octobre 2025.

Note : Tous les coûts encourus dans le cadre de la mission doivent être indiqués dans le cadre estimatif détaillé (affectation des coûts à leur auteur pour honoraires, frais de déplacement, etc.).

- Cependant, le prestataire pourra facturer un montant forfaitaire des frais de communication pour les agents enquêteurs.
- Le prestataire facturera 3 jours de frais d'hébergement par agent enquêteur
- Le transport aller-retour par commune sera aussi facturé pour les agents enquêteurs.
- Deux nuitées seront facturées par superviseur
- Un forfait transport sera alloué à chaque superviseur pour la couverture de sa zone.
- Le prestataire pourra facturer dans son offre les coûts de location du matériel utilisé au cours de la collecte des données.

Le contrat ne donne pas droit à l'utilisation de l'ensemble des journées, voyages, ateliers ou budgets qui sont convenus à titre de plafonds.

VII. Profil et rôle de l'équipe de la prestation :

Pour la mise en œuvre de cette prestation, le soumissionnaire mettra en place une équipe technique disposant de toutes les compétences requises pour répondre au besoin de la mission.

Un consultant principal

- Au moins niveau BAC+5 dans un domaine en lien avec la présente enquête (décentralisation, bonne gouvernance, développement local, sciences sociales, méthode de recherche qualitative et quantitative, etc.)
- Il ou elle doit justifier au moins sept (7) ans d'expériences dans la mise en œuvre de programmes/ projets de développement du secteur concerné et une expérience avérée dans les évaluations de projets avec des approches quantitatives et qualitatives.
- Il ou elle doit disposer d'une grande capacité d'analyse, de synthèse, de rédaction ainsi que de rédaction et communication.
- Avoir réalisé au moins 2 enquêtes similaires dans les cinq dernières années
- Être capable d'élaborer une stratégie, de planifier et mettre en œuvre l'enquête en conformité avec la méthodologie de collecte de données, en vérifiant la qualité des données et en utilisant des techniques d'analyses qualitatives
- Bonne maîtrise à l'écrit et à l'oral du français ;

Un informaticien/gestionnaire des données pour les paramétrages des appareils de collecte, traitement analyse des données et la qualité des données.

- Il ou elle doit avoir un niveau Bac +5 minimum dans un des domaines suivants (informatique, statistiques, data science, etc.), au minimum trois (03) ans d'expérience dans les analyses de données.

Trois (03) superviseurs

Niveau BAC+2 au moins dans un des domaines suivants (décentralisation, bonne gouvernance, développement local, sciences sociales, méthode de recherche qualitative et quantitative, etc.). Il doit justifier au moins deux (02) ans d'expériences dans la conduite et supervision des enquêtes. **Les superviseurs seront déployés par région sur la base 1 superviseur par région.**

Neuf (9) agents enquêteurs :

- Les enquêteurs ne peuvent être recrutés qu'après la réunion de cadrage, ils ne seront donc pas concernés par la grille d'évaluation. Cependant, ils doivent avoir un niveau minimum de BAC+2 dans une des disciplines liées à l'enquête (décentralisation, bonne gouvernance, développement local, sciences sociales, méthode de recherche qualitative et quantitative, etc.). Au moins 50% des agents enquêteurs doivent être des femmes – un taux plus élevé est souhaitable. Des agents enquêteurs doivent avoir une bonne maîtrise des langues locales. Ils doivent justifier au moins d'un (01) ans

d'expériences dans les enquêtes. Les enquêteurs seront répartis comme suit : 5 à Koulikoro, 3 à ségou et 1 à Gao.

VIII. Livrables de la prestation :

Un rapport technique de démarrage qui comprendra :

- Une description détaillée de la méthodologie à utiliser y compris entre autres des outils de la collecte de données, une stratégie de garantir l'accès à toutes les personnes concernées par l'entretien, un concept de formation pour des enquêteurs, un concept de pré-tests, etc.
- Les questionnaires et outils de collectes de données

Un rapport final de l'enquête qui fournira :

1. Une description détaillée de la méthodologie utilisée pour mener l'enquête
2. Le nombre de personnes enquêtées par communes
3. Une analyse quantitative et qualitatives des données de l'enquête selon les besoins de renseignement des indicateurs concernés.
4. Des recommandations
5. Un tableau Excel avec les données brutes en annexe

IX. Obligations des parties

Obligations de la GIZ

Dans le cadre de la réalisation de l'enquête, le PADRE assure les dispositions suivantes :

- Mettre à la disposition du prestataire les ressources financières nécessaires selon l'offre
- Mettre à la disposition du prestataire toute la documentation disponible sur le PADRE et toutes autres informations nécessaires à la bonne conduite de l'enquête ;
- Informer tous les partenaires comme les collectivités et les administrations locales dans les différentes régions de la zone de l'enquête ;
- Superviser la mise en œuvre de l'enquête, y compris les préparations (e.g. formation des enquêteurs, etc.)

Obligations du prestataire

La prestation est placée sous la supervision générale, de la responsable d'output 2 et le conseiller suivi et évaluation.

Le prestataire retenu assurera la coordination de l'enquête pour la réalisation de la mission.

Il devra être en contact permanent (faire le point de l'état d'exécution du travail) avec la responsable d'output 2 et le conseiller technique suivi évaluation de PADRE III, qui assurent la supervision de la réalisation de l'enquête.

Il devra être en contact avec des conseillers régionaux de PADRE III pour bien coordonner une bonne démarche de la collecte des données.

En cas de déplacement, le prestataire doit garantir une analyse approfondie de la situation en matière de sécurité. Le prestataire est responsable de la sécurité du personnel impliqué.

Pendant toute la durée de l'intervention, le prestataire doit conserver une indépendance totale dans ses analyses et fournir de manière régulière, le niveau d'avancement de l'enquête.

X. Format de l'offre

La prestation recherchée sera réalisée par un bureau d'étude, ayant son siège au Mali, et qui aura soumis une offre en conformité avec ces TDR.

Sur la base de ces TDR, il est demandé au soumissionnaire de soumettre une offre technique dans laquelle il devra :

- Présenter sa structure et ses références professionnelles des cinq dernières années, ainsi que la logistique et les ressources disponibles pour l'exécution de l'enquête : expériences générales et expériences spécifiques ;
- Spécifier la méthodologie et l'approche conceptuelle de mise en œuvre de la prestation.
- Elaborer et présenter les outils de collecte de données, ainsi que les procédures de gestion de qualité par rapport à la collecte et à l'analyse des données ;
- Proposer un plan / calendrier / chronogramme d'intervention pour les différentes phases de la prestation et les activités principales prévues, y compris leur durée respective et leur interdépendance ;
- Proposer une équipe qualifiée (les personnes proposées doivent disposer d'une formation adéquate et de l'expérience professionnelle pertinente aux tâches à remplir et conformément aux orientations des termes de références) ;
- Fournir une description détaillée des tâches à effectuer par chaque membre de l'équipe, de même que des informations détaillées sur les critères de sélection et l'expérience des personnes proposés à l'égard de leurs tâches.

Il est demandé de présenter tous les Curricula Vitae (CV) actuels (consultant principal, superviseurs, gestionnaire des données), accompagnés des copies des diplômes pertinents des personnes qui font partie de l'équipe proposée.

Les personnes présentées dans l'offre technique ne peuvent être remplacées sans approbation préalable du PADRE. Cette situation ne serait étudiée que si le soumissionnaire sélectionné propose une autre personne de qualification égale ou supérieure.

Le budget prévu pour la réalisation de la prestation est à proposer par le soumissionnaire en tant qu'offre financière avec une spécification des lignes budgétaires. L'offre financière doit comporter :

- Une lettre de soumission de la proposition financière ;
- Le devis quantitatif et estimatif des activités.

Annexe A Les indicateurs concernés de la matrice des résultats du PADRE III

Output 2 :		
Indicateur		Explication
Indicateur d'objectif de module 3	90% des 500 femmes et 500 jeunes (40% féminin et 60% masculin) qui ont participé à la planification et à la mise en œuvre du Fonds d'atténuation des impacts socio-économiques négatifs de la pandémie de Covid-19 ont chacun utilisé un exemple concret pour démontrer à quel point les projets mis en œuvre à partir de 2022 prennent en compte leurs besoins.	<p>Source de vérification : Évaluation des résultats d'une enquête (effectuée par le prestataire) auprès des femmes et des jeunes impliqués dans la planification et la mise en œuvre des mesures du fonds communale avec des entretiens standardisés sur des exemples concrets de l'orientation des mesures aux besoins réels. Selon la mise en œuvre des activités du fonds le chiffre des personnes à interroger pourraient changer.</p> <p>Compréhension de l'indicateur : l'indicateur évalue, la prise en compte des besoins réels du groupe cible par le fonds Covid-19. Le groupe cible se compose par commune d'intervention en moyenne.</p>
Indicateur d'output 2.1	70 % des 120 représentants d'organisations ou d'initiatives de femmes et de jeunes ayant participé à des mesures de renforcement des capacités ont indiqué, sur une échelle de 1 à 3 avec au moins 2, que leurs capacités de dialogue sensible aux conflits avec les collectivités territoriales sur leurs besoins socio-économiques se sont améliorées.	<p>Source de vérification : Évaluation d'une enquête standardisée (effectuée par le prestataire) auprès des participants aux activités de renforcement des capacités dans le domaine du dialogue sensible aux conflits ;</p> <p>Échelle d'évaluation : 1 = pas d'amélioration ; 2 = amélioration partielle ; 3 = forte amélioration</p> <p>Compréhension de l'indicateur : l'indicateur évalue l'amélioration du dialogue entre les OSC (femme/ jeune) et les communes, notamment la capacité des OSC à plaider leurs causes auprès des élus communaux. Spécifiquement, au terme de l'accompagnement du PADRE III, 84 représentants des OSC (femme/ jeune) devraient attester d'un renforcement de leurs capacités de dialogue sensible aux conflits avec les autorités.</p>
Indicateur d'output 2.2	40 communes partenaires ont mis en œuvre des formats orientés vers la participation inclusive et sensible aux conflits destinés aux femmes et aux jeunes dans le cadre de la planification et la mise en œuvre du "Fonds d'atténuation des effets socio-économiques négatifs de la pandémie de Covid-19".	<p>Compréhension de l'indicateur : l'indicateur fait référence à la participation des communes cibles à la planification et mise en œuvre du fond. Ceci peut être assuré – à titre d'exemple - à travers une représentation des communes au sein des comités de gestion et de sélection des projets (aspect relatif à la planification) ainsi que la création d'un lien entre les plans d'action des cadres de dialogue OSC/CT (PA-OSC/CT) et les initiatives des OSC à financer à travers le fond. L'enquête doit confirmer cette participation. Cela peut se faire, par exemple, en interrogeant les présidents d'organisations de femmes et de jeunes.</p> <p>De plus, l'enquête devait déterminer si les formats de participation sont également impliqués dans le cycle budgétaire annuel des communes.</p>

Annexe B: Liste de Communes partenaires

Région	Cercle	Commune
Gao	Gao	Gao
		Gounzoureye
		Soni Aliber
	Bourem	Bourem
Ségou	Ségou	Pelengana
		Sebougou
		Markala
		Ségou
	Bla	Touna
		Yangasso
		Bla
		Kemeni
	Baraoueli	Baraoueli
		Konobougou
	San	San
		Dieli
		Tene
	Tominian	Tominian
		Benena
Koulikoro	Koulikoro	Tienfala
		Sirakorola
		Meguetan
		Dinandougou
		Koulikoro
		Koula
	Kati	Kalifabougou
		Bougoula
		Yélékébougou
		Tiakadougou Dialakoro
		Sanankoro Djitoumou
		N'tjiba/ Faladjè
	Kolokani	Nonssombougou
		Djidieni
		Tioribougou
		Ouolodo
		Nonkon
	Kangaba	Minidian
		Narena
		Kagnogo
		Karan